

Ce matin, la préfecture d'Ile de France annonce une 34ème évacuation d'un campement de réfugié-es à Paris. 350 CRS mobilisé-es, un quartier bouclé... et on voudrait nous faire croire que c'est du social.

SUD Santé Sociaux demande des excuses au préfet

"Abri" : Lieu où l'on peut se mettre ou mettre quelque chose à couvert des intempéries, du soleil, du danger, ce qui préserve de quelque mal, ce qui est un refuge, une protection... Définition du Larousse

Un commissariat, un centre de rétention ne constitue pas un refuge, ni une protection...
« mise à l'abri » emprunte au vocabulaire de l'action sociale.

"Les personnes mises à l'abri feront l'objet d'un examen complet et approfondi de leur situation administrative par les services de l'Etat. Cet examen déterminera leur orientation dans des structures d'hébergement adaptées à leur situation."

"Les personnes connues dans un autre Etat membre seront prises en charge temporairement le temps que soit organisé leur retour vers cet Etat membre, qui a seul vocation à instruire leur demande d'asile. Les personnes déboutées du droit d'asile ou en situation irrégulière auront vocation à être reconduites à la frontière."

Extrait du communiqué de la Préfecture d'Ile de France

Application stricte du règlement Dublin III, c'est à dire le renvoi vers le pays de l'Union Européenne ou le demandeur d'asile a laissé la première trace de son passage, en gros - on t'a pris de force tes empreintes digitales en Hongrie, pays qui autorise le tir à balles réelles sur les migrants, he bien tu y retournes, c'est à la Hongrie de traiter ta demande d'asile.- [Cette procédure permet aussi à la France de déporter des personnes en Afghanistan sans en assumer la décision.](#)

Si lors d'un [entretien mal traduit](#) avec un agent de l'OFPPA, celui ci a [douté de ton homosexualité](#), c'est direction le centre de rétention et [hop dans l'avion vers le Soudan.](#)

Si la préfecture, aux ordres du gouvernement, est responsable de cette volontaire confusion, celle-ci est entretenue par des acteurs associatifs para-publics qui participent à ce massacre du travail social, en particulier Pierre Henry, DG de France Terre d'Asile, présent à chaque opération du genre, [le même qui traite les migrants au faciès lors de l'évacuation de la jungle de Calais](#)

SUD Santé Sociaux dénonce le mélange des genres effectués par la Préfecture, une mise à l'abri c'est de l'action sociale, une rafle suivie d'un tri entre les personnes en fonction de leur situation administrative, c'est une action policière. **Travailleurs sociaux et agents de police ne sont pas du même camp, accompagnement et soutien ne sont pas violences et expulsions!** SUD Santé Sociaux demande, pour l'ensemble des professionnel-les du travail social, des excuses pour cette volontaire confusion au Préfet de la région Ile de France. **Le social n'est pas le gant de velours de la main de fer de la police.**

**Bourdieu " Dans un univers où les positions sociales s'identifient souvent à des "noms", la critique scientifique doit parfois prendre la forme d'une critique ad hominem."*

Contact presse : Margaux LEDUC LEROY 06.38.36.92.56

